

La COVID-19 et le travail informel dans 11 villes : les voies de la reprise face à la crise persistante

Résumé

WIEGO, aux côtés des organisations de base des travailleuse-eur-s démunie-e-s, a suivi l'impact de la crise de la COVID-19 sur les travailleuse-eur-s de l'informel du monde entier. À la mi-2020, des entretiens ont été réalisés dans 11 villes¹ avec des travailleuses domestiques, des travailleuse-eur-s à domicile, des vendeuse-eur-s de rue et commerçant-e-s de marché et des récupérateur-eur-s de matériaux. Vous trouverez ici [les résultats de la Phase 1](#). À la mi-2021, des entretiens ont été menés avec les mêmes travailleuse-eur-s pour évaluer si elles-ils avaient repris le dessus. Les résultats de la Phase 2 portent à croire que les conséquences économiques de la crise de la COVID-19 demeurent profondes et persistantes pour les travailleuse-eur-s à la base de l'économie.

Principaux résultats

Les revenus des travailleuse-eur-s de l'informel interrogé-e-s se situent toujours bien en dessous des niveaux pré-pandémiques. À la mi-2021, un-e travailleuse-eur typique ne gagnait que 64%² des revenus de l'avant-COVID-19.

La plupart des personnes interrogées n'ont pas entièrement retrouvé leur capacité de travail. En moyenne, le nombre de jours travaillés par semaine n'était que de 4 à la mi-2021, toujours nettement inférieur à celui de la période prépandémique, de 5,5.

Les travailleuse-eur-s à domicile ont été particulièrement touché-e-s, notamment les travailleuse-eur-s sous-traitant-e-s. À la mi-2021, les revenus type de ce groupe ne représentaient que 2 % des niveaux prépandémiques, ce qui évoque au plus creux la dévastation d'un secteur où les femmes sont majoritaires. Les travailleuse-eur-s non salarié-e-s dépendant-e-s à domicile, qui dépendent de commandes payées à la pièce, ont été les plus durement touché-e-s dans ce groupe.

Le rétablissement des revenus des vendeuse-eur-s de rue et des commerçant-e-s de marché se fait aussi attendre et celles-ceux-ci font face à des restrictions et à du harcèlement. À la mi-2021, alors que 9 sur 10 vendeuse-eur-s de rue et commerçant-e-s de marché

¹ Accra, (Ghana), Ahmedabad (Inde), Bangkok (Thaïlande), Dakar (Sénégal), Delhi (Inde), Durban (Afrique du Sud), Lima (Pérou), Mexico (Mexique), Pleven (Bulgarie), New York (États-Unis) et Tiruppur (Inde). Des enquêtes ont également été menées auprès de travailleuses domestiques à Dar es Salaam, en Tanzanie, dont les résultats sont présentés séparément.

² Toutes les données concernant les revenus ont été calculées en utilisant la médiane ou la valeur « typique » plutôt que la moyenne.



avaient repris le travail, leurs revenus n'avaient retrouvé que 60 % de leur niveau d'avant la COVID-19. Généralement, les vendeuse·eur·s de denrées alimentaires se portaient mieux que les vendeuse·eur·s de marchandises. Plus d'un quart des vendeuse·eur·s de rue ont signalé du harcèlement par des agents de la force publique. Les rapports de harcèlement étaient particulièrement nombreux à Lima, à Delhi, à Ahmedabad et à Durban.

Les récupérateur·eur·s de matériaux ont connu des difficultés d'accès aux déchets, la fermeture des espaces de collecte et de tri et la fluctuation des prix. Le groupe aux revenus les plus faibles dans la plupart des villes avant la pandémie avait récupéré 78 % de ses revenus à la mi-2021. L'État a restreint l'accès des récupérateur·eur·s aux décharges, aux sites de collecte et aux espaces de tri dans plusieurs villes : Accra, Delhi, Dakar, Durban et Lima.

Les travailleuses domestiques ont perdu leur travail, leur revenu et leur capacité à négocier avec les employeur·eur·s. À la mi-2021, les travailleuses domestiques avaient en général récupéré 91 % de leur salaire médian d'avant la COVID-19, même si cela variait considérablement d'une ville à l'autre. Les revenus médians à Delhi ne représentaient que 10 % de ceux d'avant la pandémie, 55 % pour les travailleuses à Lima et 60 % à Ahmedabad. Les travailleuses domestiques « non logées chez l'employeur » étaient plus susceptibles de perdre leur emploi et avaient du mal à en retrouver un, tandis que les travailleuses domestiques « logées chez l'employeur » étaient accablées par la détérioration des conditions de travail. Les deux types de travailleuses domestiques ont signalé un affaiblissement de leur pouvoir de négociation face aux employeur·eur·s.

Les travailleuses de l'informel ont été touchées de manière disproportionnée. À la mi-2021, tant chez les vendeuse·eur·s de rue que chez les récupérateur·eur·s de matériaux, les revenus des femmes s'étaient redressés dans une moindre mesure que ceux de leurs homologues masculins. Un tiers des travailleuse·eur·s de l'informel interrogé·e·s – les femmes comme les hommes – ont fait état d'une augmentation des responsabilités en matière de soins directs en 2021, mais ce sont les moyens de subsistance des femmes qui ont le plus été affectés par les charges de soins. Parmi les personnes exerçant des responsabilités accrues en matière de soins, les femmes ont déclaré travailler, en moyenne, deux jours de moins par semaine que les hommes.

L'insécurité alimentaire porte menace aux travailleuse·eur·s en milieu urbain. Près d'un tiers des personnes interrogées à la mi-2021 ont déclaré un·e adulte ou bien un·e enfant dans leur foyer ayant à rester sur sa faim au cours du mois précédant l'enquête et 57 % ont exprimé des difficultés à l'égard de leur diversité alimentaire ou pour manger trois fois par jour. Les rapports faisant état de l'insécurité alimentaire étaient plus fréquents à Lima, à Durban et à Dakar.

Les carences en matière d'assainissement et de soins de santé ont contribué aux risques encourus par les travailleuse·eur·s. La plupart des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir accès à l'eau pendant leur travail et d'autres ont décrit les difficultés posées par des systèmes de santé publique surchargés. Des problématiques fréquemment évoquées étaient la santé mentale et l'isolement découlant de la pandémie.

L'accès aux mesures de sauvetage est en déclin. Les résultats montrent que, dans la plupart des villes, les mesures de soutien introduites en 2020 ont été réduites ou supprimées en 2021. Très peu de travailleuse·eur·s ont déclaré avoir accès à une exonération du loyer, des charges ou des frais de scolarité et le nombre de personnes interrogées ayant reçu une aide alimentaire a diminué. L'accès aux subventions en espèces a légèrement augmenté, passant de 37 % de l'échantillon à la mi-2020 à 39 % à la mi-2021.

Seulement 7 % des travailleuse·eur·s ont reçu un emprunt public les aidant à effectuer leur travail. Le soutien aux entreprises au moyen d'un emprunt public a exclu beaucoup de travailleuse·eur·s de l'informel en raison des exigences d'enregistrement. Les personnes interrogées n'ont pas hésité à souligner le niveau de soutien plus élevé offert aux grandes entreprises formelles par rapport à leurs propres besoins de survie et moyens de subsistance.

La crise a imposé des stratégies de survie nuisibles aux travailleuse·eur·s. Depuis le début de la crise, 52 % des personnes interrogées ont puisé dans leur épargne, 46 % ont emprunté de l'argent et 17 % ont vendu ou mis des biens en gage : ce sont toutes des stratégies susceptibles de prendre les ménages au piège dans la pauvreté. La grande majorité (82 %) des personnes interrogées qui avaient puisé dans leur épargne depuis le début de la pandémie n'avaient pas été en mesure de la reconstituer à la mi-2021. Ces stratégies ont des répercussions immédiates et à long terme sur le bien-être.

Les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel sont intervenues pour apporter leur soutien là où le marché ou l'État avait échoué. Le soutien matériel direct comprenait de la nourriture, de l'argent et des équipements de protection individuelle. Les organisations ont relié leurs membres aux programmes gouvernementaux auxquels elles-ils avaient droit (y compris les vaccinations). Certaines d'entre elles ont également fourni un soutien juridique et psychologique direct ou des moyens de subsistance alternatifs. Ces organisations ont diffusé des informations sur la santé et ont souvent pris

l'initiative d'établir des protocoles de santé et de sécurité dans les espaces publics tels que les marchés. Dans bien des cas, elles ont réussi à faire pression sur le gouvernement pour obtenir de nouvelles formes de sauvetage, l'accès à un espace de travail ou une plus grande inclusion dans les systèmes de protection sociale.

Compte tenu du rôle essentiel joué par l'emploi informel chez les ménages vivant en deçà du seuil de pauvreté ou tout près de celui-ci, l'investissement direct dans les moyens de subsistance et le bien-être des travailleuse·eur·s de l'informel constitue la voie la plus sûre pour une reprise économique équitable qui permettra de faire avancer la réalisation des Objectifs de développement durable.

Principales recommandations politiques

Fournir une aide matérielle immédiate. La revendication la plus fréquemment citée par les travailleuse·eur·s à l'égard de leurs gouvernements portait sur des aides immédiates : une aide alimentaire, des subventions en espèces et des moratoires sur les frais de scolarité, les loyers, les charges et le remboursement des dettes.

Soutenir le rétablissement des moyens de subsistance. Les travailleuse·eur·s ont souligné le besoin de soutien pour récupérer les moyens de subsistance existants. Si certain·e·s ont suggéré des prêts sans intérêt, beaucoup ont déclaré – en raison de leur niveau d'endettement actuel – avoir besoin de subventions pour acheter des équipements, d'autres intrants et des stocks.

Améliorer l'accès à la protection sociale. Les priorités comprennent l'élargissement et l'amélioration des programmes d'assistance sociale, la réforme des régimes d'assurance sociale contributifs (assurance chômage, pensions, aide à la maternité), afin d'inclure les travailleuse·eur·s de l'informel, et l'amélioration de l'accès aux services essentiels, en particulier les soins de santé et la garde d'enfants.

Élargir l'accès aux vaccinations. Des travailleuse·eur·s de tous les secteurs ont exigé l'accès aux vaccinations afin de rétablir les moyens de subsistance et de protéger la santé.

Des revendications spécifiques à chaque groupe de travailleuse·eur·s comprenaient ceci :

Les travailleuses domestiques ont souligné leur besoin de plus de protections sociales, mais aussi de réformes politiques, juridiques et administratives pour lutter contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail.

Les travailleuse·eur·s à domicile ont donné la priorité à l'accès à un emploi stable, en particulier les travailleuse·eur·s non salarié·e·s dépendant·e·s à domicile, qui dépendent des commandes.

Les vendeuse·eur·s de rue et les commerçant·e·s de marché ont exhorté les gouvernements à « ne pas nuire » : mettre fin aux pratiques punitives de sanction, de confiscation et d'expulsion et favoriser l'accès à des espaces de travail dotés d'infrastructures appropriées et de réglementations claires et justes.

Les récupérateur·rice·s de matériaux ont exigé la fin de leur exclusion des lieux de travail, ainsi que le soutien du gouvernement pour l'accès aux espaces de tri et aux équipements et pour la régulation du prix des recyclables.

Un retour à l'élaboration « normale » des politiques publiques signifierait une décennie perdue pour 60 % de la population active mondiale, qui est employée dans le secteur informel. Les pouvoirs publics et les institutions mondiales ont besoin d'une vision de la reprise qui place au cœur tant les travailleuse·eur·s que les investissements dans leurs moyens de subsistance et leur bien-être.

Pour une analyse approfondie des résultats de la Phase 2, vous pouvez consulter (disponible en anglais) [La COVID-19 et le travail informel dans 11 villes : les voies de la reprise face à la crise persistante, Document de travail de WIEGO n° 43.](#)

Remerciements

L'équipe de l'étude de WIEGO portant sur la crise de la COVID-19 tient à remercier ses partenaires locaux dans chaque ville étudiée – les organisations locales des travailleuse·eur·s de l'informel et les équipes de recherche locales –, ainsi que les travailleuse·eur·s de l'informel qui ont participé à l'étude. Elles-ils ont toutes et tous participé volontairement et pleinement, malgré les préoccupations importantes en matière de santé publique et les difficultés économiques auxquelles elles-ils faisaient face. Consultez [ici](#) une liste de nos partenaires locaux.

Photo de couverture : Joueuse d'orgue à Mexico en 2020. Par César Parra.



Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO, pour son sigle en anglais) est un réseau mondial consacré à promouvoir l'autonomisation des personnes travailleuses démunies –en particulier des femmes– dans l'économie informelle afin de garantir leurs moyens de subsistance. Nous considérons que toutes les personnes travailleuses doivent avoir les mêmes droits, opportunités économiques et protections, ainsi qu'être en mesure de s'exprimer sur un pied d'égalité. Pour favoriser le changement, WIEGO vise à améliorer les statistiques et élargir les connaissances sur l'économie informelle, à créer des réseaux et renforcer les capacités des organisations des travailleuses et travailleurs de l'informel et, en collaboration avec ces réseaux et organisations, à influencer les politiques locales, nationales et internationales. Visitez www.wiego.org/fr.



Ce travail a été effectué à l'aide d'une subvention du **Centre de recherches pour le développement international** (Ottawa, Canada). Les opinions exprimées ici ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ni de son Conseil de Gouverneurs.
